

Conseil Exécutif du 24 août 2020

RAPPORT AU CONSEIL EXÉCUTIF

**TRANSPORT MARITIME
AVENANT À LA CONVENTION PASSÉE AVEC FORTUNE PORT CORPORATION**

Les navires de la Collectivité Territoriale nécessitent d'accoster sur des quais adaptés à leur rampe de chargement. C'est pour cette raison que la Collectivité a acquis des rampes flottantes afin d'équiper les ports desservis.

Si les travaux temporaires ont pu avoir lieu à Saint-Pierre, ce n'est toujours pas le cas à Miquelon où l'autorité gestionnaire du port n'a pas permis l'installation de cette rampe, mais où une rampe fixe permet un usage limité de ces quais.

La Collectivité exploite également une ligne de transport avec le port de Fortune au Canada. S'agissant d'une ligne internationale, cette exploitation est contrainte de respecter des règles plus contraignantes, en matière de sûreté ou de douanes, mais également organiser ce transport en lien avec l'exploitant du port étranger.

Depuis 2016, de nombreuses rencontres ont eu lieu avec les autorités locales et nationales canadiennes afin de présenter notre projet de construction de navires, puis d'envisager les modalités de leur exploitation. Ces discussions et négociations ont été longues et complexes, avec plusieurs acteurs canadiens, dont bien évidemment la Fortune Port Corporation (FPC), le gestionnaire du port, mais également la commune de Fortune, le gouvernement de Terre-Neuve et Labrador, Transports Canada, CBSA et l'APECA.

C'est pourquoi il a été conclu un accord avec le port de Fortune, que le Président du Conseil Territorial a été autorisé à signer le 28 janvier 2019, et conséquemment par une convention signée le 1^{er} juillet 2019 entre les autorités du Port de Fortune et la Collectivité.

Après des discussions techniques, un marché pour la construction d'une rampe adaptée a été lancé par un AAPC du 3 mars 2020. Lors de sa réunion du 29 avril 2020, la CAO n'a pu que déclarer la procédure infructueuse, la seule offre reçue étant inacceptable notamment, compte tenu du prix demandé.

Dès lors il convient de trouver une solution temporaire afin de permettre le chargement/déchargement des véhicules, les travaux du quai devant s'achever à l'automne à Fortune.

Une rampe provisoire sera donc construite, afin de permettre un fonctionnement allégé des ferries de l'automne 2020 à novembre 2021 au plus tard, date à laquelle la rampe définitive pourra avoir été livrée à l'issue d'une nouvelle procédure.

Afin de tenir compte de ces modifications, un avenant est nécessaire afin de modifier la convention nous liant au port de Fortune. Cette dernière est sans incidence financière sur le montant des redevances, la Collectivité pourra alors installer une rampe provisoire dès cet automne puis la rampe définitive à la fin de l'année 2021.

Il convient dès lors d'autoriser le Président à signer un tel avenant.

Tel est l'objet de la présente délibération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Pour le Président, et par délégation,
Le 1^{er} Vice-Président,**

Bernard BRIAND

Conseil Exécutif du 24 août 2020

DÉLIBÉRATION N°156/2020

**TRANSPORT MARITIME
AVENANT À LA CONVENTION PASSÉE AVEC FORTUNE PORT CORPORATION**

LE CONSEIL EXÉCUTIF DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

- VU** la loi organique n°2007-223 et la loi n°2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l’Outre-mer
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales
- VU** le Code des Transports
- VU** la délibération n°303/2017 portant délégation d’attributions au Président du Conseil Territorial et au Conseil Exécutif
- VU** le Schéma de Développement Stratégique
- VU** les marchés de fourniture des navires ferries de la Collectivité, et leur mise en service
- VU** le principe de continuité et de mutabilité du service public
- VU** la convention signée avec la Fortune Port Corporation le 1^{er} juillet 2019

CONSIDÉRANT la nécessité de désenclavement du Territoire et le développement touristique de ce dernier, en lien notamment avec la province de Terre-Neuve et Labrador au Canada

CONSIDÉRANT l’infructuosité du marché permettant la construction d’une rampe pour le port de Fortune, et la nécessité de mettre en place une solution provisoire à compter de l’automne 2020

SUR le rapport de son Président

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ
A ADOPTÉ LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT**

Article 1 : le Président du Conseil Territorial est autorisé à signer l’avenant ci annexé à la convention signée le 1^{er} juillet 2019 avec les autorités du port de Fortune.

Article 2 : le Président du Conseil Territorial, ou son représentant, est autorisé à passer tous actes ou décisions permettant la mise en œuvre de cet accord, sur des aspects juridiques ou techniques, avec les autorités compétentes canadiennes, ou françaises le cas échéant.

Article 3 : La présente délibération fera l'objet des mesures de publicité prescrites par la loi et sera transmise au représentant de l'État à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Adopté

7 voix pour

0 voix contre

0 abstention

Membres du C.E. : 8

Membres présents : 7

Membres votants : 7

Transmis au représentant de l'État

Le 25 août 2020

Publié le 25 août 2020

ACTE EXÉCUTOIRE

**Pour le Président,
Le 1^{er} Vice-Président**

Bernard BRIAND

PROCÉDURES DE RECOURS

Si vous estimez que la présente délibération est contestable, vous pouvez former :

- soit un **recours gracieux** devant Monsieur le Président du Conseil Territorial – Hôtel du Territoire, Place Monseigneur MAURER, BP 4208, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON ;
- soit un **recours contentieux** devant le Tribunal administratif de Saint-Pierre-et-Miquelon – Préfecture, Place du Lieutenant-Colonel PIGEAUD, BP 4200, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON.

Le **recours contentieux** doit être introduit dans les deux mois suivant la notification de la décision de refus (refus initial ou refus consécutif au rejet explicite du recours gracieux) ou dans les deux mois suivant la date à laquelle le refus implicite de l'administration est constitué (*)

() Suite à un recours gracieux, le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet implicite.*

AMENDING AGREEMENT

THIS AMENDING AGREEMENT is entered into between the parties hereto on this

_____ day of _____, 2020 (the “Effective Date”)

BETWEEN: **COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE SAINT-PIERRE ET MIQUELON**, a governing authority of Saint-Pierre et Miquelon (France), Overseas territorial community of France (Art.74 of French Constitution)

(Hereinafter called "*Collectivité*")

OF THE FIRST PART

AND: **FORTUNE PORT CORPORATION**, a corporation without share capital incorporated under the laws of Newfoundland and Labrador and having its head office at Harbour Drive, in the Town of Fortune, in the Province of Newfoundland and Labrador,

(Hereinafter called the "*Corporation*")

OF THE SECOND PART

(collectively hereinafter called the "*Parties*")

WHEREAS the Collectivité Territoriale de Saint-Pierre et Miquelon, and the Fortune Port Corporation entered into a Wharf Modification and Use Agreement dated July 1, 2019 in relation to the modification and use of Wharf # 6 (the “Wharf Agreement”).

AND WHEREAS the Parties had agreed that modifications were required to Wharf # 6 as detailed in Annex A to the Wharf Agreement in order to accommodate services to the two new vessels acquired by the Collectivité and shall include the modifications and expansion to Wharf # 6 to accommodate the Vessels, specifically to provide for the installation of the Linkspan;

AND WHEREAS the Collectivité have advised the Corporation that it will not be installing a Linkspan as defined in the Wharf Agreement.

AND WHEREAS the Parties herein wish to amend the Wharf Agreement in accordance with the terms herein;

NOW THEREFORE in consideration of sum of One Dollar (\$1.00) and the mutual covenants and agreements herein contained and other good and valuable consideration (the receipt and sufficiency of which are hereby acknowledged by each of the Parties hereto), the Parties hereto agree that the Agreement shall be amended as follows:

1. Capitalized terms used but not defined in this Amending Agreement shall have the meanings given to such terms in the Wharf Agreement.
2. Section 1.4, 1.5 and 1.8 of the Agreement shall be deleted in its entirety and replaced with the following as of the Effective Date:
 - 1.4 The Corporation will allow the Collectivité to install a Temporary Solution to Wharf #6. The Temporary Solution is to allow for the safe embarking and disembarking of vehicles to and from the vessels. The Collectivité shall have exclusive use of the Temporary Solution; except in cases of emergency or for safety purposes, the Collectivité shall permit the use of the Temporary Solution by the Corporation.

- (i) for the purpose of this Agreement the Temporary Solution shall be defined as;
- Fabricated steel truss frame which provides a sloping profile for vehicle loading. Temporary solution is a system of steel beams with a top steel grating. Truss frame is bolted to the Corporation's infrastructure at the location of the concrete filled cribwork. An additional joist frame (mobile ramp) to be available/installed atop the temporary steel frame where required to flatten the slope when needed.
 - Ramp to be rated for minimum 15 tonne vehicle load and be complete with safety railing and front fendering system to protect the Corporation's infrastructure. Steel members to be galvanized or otherwise coated to prevent corrosion.
- (ii) the Collectivité will be responsible for all cost associated with installation of the Temporary Solution including any additional cost incurred by the Corporation to accommodate the Temporary Solution.
- (iii) the Collectivité will retain ownership of the Temporary Solution and will be responsible for its removal.
- (iv) the Collectivité will be responsible for any damage caused to the Corporation's infrastructure as a result of the use of the Temporary Solution and/or caused by the removal of the Temporary Solution. The assessment of damages to be at the sole discretion of the Corporation.

- (v) the design for the Temporary Solution will be completed by the Collectivité and will be subject to the approval of the Corporation.

1.5 The Parties agree that the Temporary Solution will remain in place until October 2021 and in November 2021 will be replaced by a Permanent Solution.

- (i) for the purpose of this Agreement the Permanent Solution shall be defined as;

- Floating pontoon supported by a metal slider system. Slider system is supported by drilled pipe piles which are advanced into the underlying bedrock using a socketed pile (concrete filled) application, to resist uplift.
- Metal catwalk/ramp with central pivot/locking adjustment point.
- Reinforced concrete cope beam atop Corporation's infrastructure, where catwalk/ramp sits.
- All associated metal railing and other ancillary items for a complete safe system, including but not limited to independent fendering system, slackening structures, guardrails, fastenings, ladder access, shock absorbers, lightning poles, etc.
- Pontoon and pivot points are designed to accommodate all extreme high and low tide ranges, such that vehicle offloading can occur at any tidal conditions. Intent is for the Collectivité to provide an engineered Permanent Solution that acts independently and does not impose excessive loads on the existing Corporation's infrastructure.

(ii) the design for the Permanent Solution will be completed by the Collectivité and will be subject to the approval of the Corporation.

- 1.8 The Collectivité agree that should a Coasting Trade Licence be required that the Collectivité will be responsible for all tariffs, duty, Provincial and Federal taxes, and any other fee or cost associated with the relocation and use of the Temporary Solution and the Permanent Solution.
3. Section 2.2 of the Wharf Agreement shall be deleted in its entirety and replaced with the following
- 2.2 The Parties agree that the financial capital required by the Collectivité is substantial and includes the purchase, installation and maintenance of the Temporary Solution and the Permanent Solution and the entirety of the CBSA legislated costs.
4. Article 3 - The Linkspan, sections 3.1 to 3.6 of the Agreement shall be deleted in its entirety and replaced with the following as of the Effective Date:
- 3.1 The Parties agree that the Collectivité is responsible for all Provincial, Federal and/or Municipal taxes, duty, insurance, and fees, if any, associated with the relocation, installation, use, and maintenance of the Temporary Soution and the Permanent Solution during of the Term of this Agreement.

- 3.2 The Parties agree that the Collectivité is responsible for all costs associated with the installation of the Temporary Solution and Permanent Solution to the modified Wharf # 6 in Fortune; including its removal at the end of this agreement. The Corporation shall build the wharf in compliance with dimensions and operating characteristics of the Temporary Solution. The Collectivité is responsible for any additional cost associated with installation of the Permanent Solution.
- 3.3 The Collectivité shall be responsible for the payment of all costs of maintenance above and below the water-line, cleaning, ice and snow removal to the Temporary Solution and the Permanent Solution during the term of this Agreement.
- 3.4 The Corporation shall undertake to obtain all authorizations and fulfill all requirements under local, provincial, and federal law associated with the installation and operation of the Temporary Solution and the Permanent Solution for the Collectivité. The Harbour occupancy authorization for the Temporary Solution and the Permanent Solution shall be given by the Corporation for the duration of the agreement.
- 3.5 The Parties agree that Collectivité will retain ownership of the Temporary Solution and the Permanent Solution for the Term of this Agreement.

- 3.6 Upon termination of this Agreement, the Parties agree that the Collectivité will be responsible for all costs associated with the removal of the installation structure and fasting structure of the Temporary Solution and the Permanent Solution, including any damage caused to Wharf #6 and/or damage to other related infrastructure of the Corporation.
5. Section 5.7 of the Agreement shall be deleted in its entirety and replaced with the following as of the Effective Date:
- 5.7 The building of the wharf modifications and enhancements will start as possible after the approval of this agreement and the building of such will be completed six months thereafter. The Corporation shall keep the Collectivité informed of the estimated date of when the Temporary Solution and the Permanent Solution can be installed, and will cooperate fully to plan and facilitate its installation.
6. With the exception of the foregoing amendment, the Wharf Agreement shall continue in full force and effect, unamended.
7. Any reference to the Agreement made in any documents delivered pursuant thereto or in connection therewith shall be deemed to refer to the Wharf Agreement as amended, extended, modified, renewed or supplemented from time to time, unless the context otherwise requires.

8. This Amending Agreement may be executed in counterparts, each of which as so executed and delivered shall be deemed an original, but all of which together shall constitute one and the same instrument. Execution by facsimile signature shall be deemed to be, and shall have the same effect as, execution by original signature.

[Execution Page Follows]

IN WITNESS WHEREOF the Parties hereto have executed this Amending Agreement as at the Effective Date.

SIGNED SEALED AND DELIVERED
in the presence of

**COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE
SAINT-PIERRE ET MIQUELON**

Witness

By: _____
Duly Authorized Officer

SIGNED SEALED AND DELIVERED
in the presence of

FORTUNE PORT CORPORATION

Witness

By: _____
Duly Authorized Officer